

Après Gênes, ...Bruxelles !

Quel avenir à la contestation mondialisée ?

François
Gobbe,
Collaborateur
à Kairos
Europe, 2
Av. du Parc
Royal, 1020
Bruxelles ;
tél. fax 02-
478.70.48 ;
francois.gobbe@
belgacom.net

1. L'opinion publique n'est pas dupe

Un récent sondage du journal français « Le Monde » réalisé avant Gênes l'a montré¹. A la question « Qui profite actuellement le plus de la mondialisation ? » 55% des sondés répondent les multinationales, 47% répondent les marchés financiers pour...7% aux consommateurs en général et 1% à Mr Tout le monde ! A propos des mouvements et associations qui manifestent contre la mondialisation, le même sondage révèle que 63% les approuvent, soit près de 2 français sur 3.

Selon Attac², « de tels chiffres donnent des sueurs froides aux dirigeants... (les amenant) à élaborer des stratégies de brouillage des cartes ». On comprend que Jacques Chirac ait pu déclarer sans rire, à l'issue du sommet de Gênes qu'il fallait « se mettre à l'écoute des manifestants »... !, alors que les agissements violents et troubles de la police italienne venaient au jour³...et que la déclaration finale du G-8 par ailleurs se refusait à toute ouverture publique en direction de la contestation, répétant pour seule défense et argument de sa légitimité, le mantra magique : « Nous avons été élus démocratiquement »⁴.

2. L'illégitimité et la « criminalisation » du mouvement de contestation

The Economist laissait entendre que les ONG « représentent un dangereux déplacement de pouvoir vers des groupes non élus qui ne rendent de compte à personne »⁵.

Une attaque sur la non-transparence et non-représentativité des ONG et autres associations

a été formulée également par notre ministre des Affaires étrangères Louis Michel⁶, assumant par ailleurs la présidence européenne et défendant sur le plan intérieur des positions très « citoyennes ». Selon lui, « le phénomène des ONG est totalement irresponsable...il ne représente souvent que lui-même, ...a la prétention d'avoir le monopole de la bonne conscience... ; bref, des gens intouchables ». « Au nom d'une sorte de terrorisme moral, ...la politique se trouve prise en otage ». Cette prise de position s'est, comme on le pense, attirée bon nombre de réactions indignées des ONG belges⁷.

Un autre argument plus idéologique a été avancé. Il consiste à déclarer toute cette contestation « ennemie elle-même des pauvres ». Ainsi à la veille de Gênes, Georges Bush déclarait-il, armé de sa foi dans le credo néo-libéral, « les manifestants condamnent les gens à la misère »⁸. Reprise par Alain Minc⁹, dans le contexte français, devenu le chantre de la mondialisation, cette argumentation devient : « José Bové se croit le « missi dominici » des paysans indiens ou sénégalais ; il en est peut-être le pire ennemi ».

Didier Reynders, notre ministre des Finances, n'avait pas hésité quant à lui dès Seattle à affirmer, joignant les deux arguments que la contestation ne représentait qu'elle-même, c'est à dire des contestataires nantis¹⁰ du Nord qui se trouvaient en contradiction par rapport aux positions de bon nombre de gouvernements du Sud désireux de développer le libre-échange au niveau mondial et d'avoir accès aux marchés du Nord.

Mais l'argument suprême est bien sûr d'accuser une telle opposition de vouloir saper les bases

(1) Le Monde 19 juillet 2001

(2) Lignes d'Attac (France) n°13 juillet-août 2001

(3) Un mort, six cent blessés, la complicité établie par de nombreux témoignages entre police et « Black Block », des arrestations arbitraires et prolongées, l'investissement violent du centre de presse alternatif... Sur le suivi des sommets, on consultera le site d'Indymedia <http://www.indymedia.org>

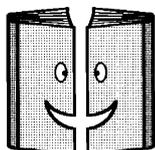
(4) Présidents traqués – Ignacio Ramonet, Le Monde Diplomatique août 2001.

(5) Cet argument a été énoncé pour la première fois lors d'une réunion entre une délégation émanant de milieux d'affaires (emmenée par H.Maucher, PDG de Nestlé et président de la Table Ronde des industriels européens) et le secrétaire général des Nations-Unies qui a donné lieu en septembre 98 à la « Geneva Business Declaration ».

(6) interview, Le Monde 21 juillet 2001

(7) notamment celle du CNCd, mais aussi de MSF, Amnesty International, ...cfr « Louis Michel brocarde les ONG – Pierre Bouillon, Le Soir 23 juillet 2001 et la carte blanche de diverses ONG, Le Soir du 24 juillet 2001.

A lire... à débattre



de l'ordre démocratique et donc il faudra s'efforcer de la « criminaliser »¹¹. S'appuyant sur le modèle américain dont les deux piliers sont le libre-échange et la démocratie, les dirigeants américains et ceux qui les suivent n'hésitent pas à dire que contester le marché, c'est s'attaquer à la démocratie, puisque c'est s'attaquer aux principes de liberté qui la fondent. D'ailleurs des principes de régulation existent à l'intérieur du néolibéralisme via l'institutionnalisation de normes et de jurisprudence, dont témoignent la Commission européenne, l'OMC et diverses agences de normes alimentaires et de santé publique... S'attaquer à ces institutions de régulation, selon Alain Minc, « *c'est comme tirer contre son propre camp* », « *c'est vouloir assurer la domination totalitaire du marché* ». La vigueur de la réaction traduit probablement l'importance de l'enjeu.

3. Un certain désarroi des sphères dirigeantes

En quelques mois en effet, un certain désarroi a gagné les sphères dirigeantes face à la contestation grandissante qui accompagne les sommets des institutions internationales. Il fait suite aux deux échecs retentissants qu'ont été en octobre 1998, le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et en décembre 1999 le fiasco de l'OMC à Seattle.

Le prochain sommet du G-8 en 2002 se tiendra dans une station difficile d'accès des Montagnes Rocheuses au Canada, l'encadrement en sera réduit ; la prochaine réunion de l'OMC en novembre se tiendra au désertique Qatar, proche de l'Arabie Saoudite et la



réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale a été raccourcie à deux jours dans le but avoué de diminuer la pression sur ce type de sommet et de décourager les manifestants de faire le déplacement.

Par ailleurs, après les répressions policières d'avril dernier au Québec¹² faisant usage de 4709 cartouches lacrymogènes, usage qualifié d'« abusif » par le gouvernement québécois lui-même, lors du sommet ZLEA (zone de libre-échange des Amériques), après les provocations policières du 24 juin à Barcelone, après le sommet européen de Göteborg à la mi-juin, où la police n'a pas hésité à tirer à balles réelles (3 manifestants blessés)¹³, alors que les témoignages s'accroissent sur les collusions entre police italienne et « casseurs », on peut s'interroger sur le durcissement de la répression déployée et sur l'Internationale « noire » des services qui se met en place¹⁴...

4. Et le Sommet de Bruxelles ?

La volonté affichée par le ministre allemand et italien de créer une police européenne spéciale,

A lire... à débattre

(8) *Le Monde* 19 juillet 2001

(9) *Mondialisation heureuse : je persiste et signe* – Alain Minc, *Le Monde* 17 août 2001.

(10) Repris par Alain Minc qui parle de contestataires sans « aucune contre-théorie ; ils se contentent de dire non au système, tout en encaissant ses bienfaits »

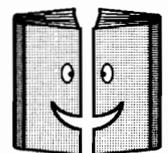
(11) *Criminaliser la contestation* – Riccardo Petrella, *Le Monde Diplomatique* août 2001.

(12) *L'ordre libéral et ses basses œuvres* - Susan Georges, *Le Monde diplomatique* août 2001, reprenant le *Toronto Star*

(13) vingt-trois plaintes pour « brutalités », « fautes de service » ou encore « menaces » ont été déposées contre la police, selon une source judiciaire à Stockholm – (AFP) – ds *Le Soir* 20 juin 2001

(14) *Mascarade et escalade tragiques à Gênes* – Lignes d'Attac (France), n°13 juillet-août 2001 p.1.

(15) *La Belgique se montrera ferme* – Pascal Martin, *Le Soir* 20 juin 2001





ainsi que celle du Ministre belge Antoine Duquesne d'appliquer une « tolérance zéro » aux hooligans politiques¹⁵ s'inscrivent dans cette ligne de fermeté dont on ne peut encore dessiner des contours clairs. Une zone de sécurité autour du quartier bruxellois des institutions européennes ainsi que la création d'une coordination, voire d'un organe policier attaché à la protection « européenne » semblent en voie de réalisation ; de la même manière un contingentement des jours et emplacements accordés aux manifestants lors du sommet de Laeken de décembre prochain a été décidé¹⁶.

La manifestation des syndicats (60.000 participants attendus de la CES et de la FGTB-CSC) dans le centre de la ville a été déplacée suivant l'option de F.Thielemans, du 14 décembre (premier jour du sommet) au 13, sur le trajet traditionnel Nord-Midi. Quant aux jours suivants, cela dépendra du bon vouloir des autorités de la Ville qui s'efforcent d'éviter de la transformer, et plus particulièrement son centre, en un camp retranché...

5. Une réflexion à engager

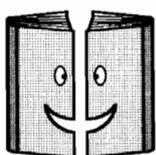
Bien entendu, tout cela n'exclut pas de la part du mouvement de contestation, comme le suggère également le récent bulletin d'Attac France, une réflexion sur les droits des mouvements engagés dans la contestation non

violente de l'ordre néolibéral, mais aussi sur « les rapports à entretenir avec des groupes qui, s'ils partagent les mêmes objectifs au moins en partie, utilisent des méthodes contradictoires avec les nôtres et constituent de ce fait des cibles de choix pour les infiltrations et manipulations policières. Avec à l'arrivée, un discrédit jeté sur l'ensemble du mouvement ». Et de conclure « Il faut maintenant avoir le courage politique de sortir de la facilité du non dit sur cette question, et d'en tirer les conclusions pour les prochaines mobilisations ».

Le mouvement des « anti »-mondialisation comme l'appelle les médias, est en fait un mouvement alternatif, porteur de propositions concrètes et positives. Le thème général introductif à Porto Alegre illustre bien cet aspect : un autre monde est possible. Comme le souligne Eric Toussaint¹⁷ : « Notre propos est de dire que l'internationalisation en cours ne correspond pas aux besoins fondamentaux de l'humanité et qu'il en faut une d'un autre type ». Et d'ajouter : « Les autorités italiennes n'ont jamais voulu nous rencontrer, ni accepté de préparer avec nous les conditions nécessaires au bon déroulement des manifestations » !

Le danger de la spirale de la violence est en effet multiple : la focalisation de l'opinion et des médias sur la violence et ses acteurs aux dépens des enjeux fondamentaux avancés par la contestation, la fixation progressive de l'agenda des mouvements et ONG sur des objectifs propres au capitalisme aux dépens de la maturation des revendications d'un mouvement alternatif, à terme la scission interne du mouvement entre non-violents et « casseurs » espérée par tous ceux qui n'espèrent qu'une chose : le voir discrédité.

La voie est étroite pour la nébuleuse sociale et citoyenne qui conteste l'ordre mondial néolibéral entre « critique » et « construction », une raison de plus de mieux se coordonner pour agir d'ici le sommet de Bruxelles.



(16) Le sommet de Laeken, sans manif en ville – Philippe Regnier, *Le Soir* 20 juin 2001.

(17) Les autorités italiennes n'ont jamais voulu nous rencontrer – Eric Toussaint, *A bout portant, Le Soir* 24 juillet 2001.